

L'autre Corée

Georges Sokoloff*

On peut penser ce que l'on veut de la Corée du Nord, mais elle ne laisse pas indifférent. Certains y voient un accident monstrueux de l'histoire, où les apports primitivistes (avec le culte ubuesque d'un guide-soleil), asiatiques, communistes et militaristes s'additionneraient pour former une sorte de quintessence du collectivisme. D'autres, beaucoup moins nombreux il est vrai, ont reporté sur la république populaire démocratique de Corée leur nostalgie d'un eden socialiste introuvable ailleurs et, loin d'y voir un monstre, la considèrent comme un modèle.

Dans une optique différente, la Corée du Nord est surtout la clé d'un vaste enjeu politique international. C'est elle qui a failli causer le réchauffement généralisé de la guerre froide ; elle d'où seraient venus, récemment encore, les terroristes de Rangoon, elle aussi qui souffre le plus désespérément d'un besoin de reconnaissance internationale. Compte-tenu de l'évidente impasse où se trouvaient les pourparlers directs entre Coréens, c'est donc elle que la Chine a entrepris de ramener vers un dialogue avec les Etats-Unis, sous l'œil méfiant mais attentif des Soviétiques et des Japonais, et avec la surprenante bénédiction du pape.

La dimension économique n'est pas absente du regain d'intérêt dont bénéficie la Corée du Nord. Si Alexandre Gerschenkron a raison en général, si donc il y a quelque avantage à être retardataire dans le mouvement universel d'industrialisation, ne faut-il pas s'attacher surtout aux différences entre les stratégies de rattrapage ?

* Conseiller scientifique au CEPII.

N'est-ce pas le Sud qui a choisi la meilleure voie avec sa stratégie extravertie, alors que le développement auto-centré érigé par Kim-Il-Sŏng en théorie personnelle touche clairement à ses limites ?

Pour l'économiste aussi, la question nord-coréenne ne manque donc pas de sel. Mais lui aussi, et même plus que tout autre spécialiste peut-être, se heurte au phénomène de l'hermétisme nord-coréen. Voulez-vous commencer par quelque chose d'aussi rudimentaire que d'estimer la population du pays ? Il vous faut lire, dans la *Pravda* du 26 octobre 1983, que la RPDC disposerait, avec 2 millions de tonnes de produits de la mer, « de presque 100 grammes par habitant » de ces produits, pour pouvoir supposer alors que cette population dépasse désormais les 20 millions ! Pour aller plus loin, à vous de tirer parti comme vous pourrez des rarissimes indications d'origine nationale, des renseignements collectés par diverses agences sud-coréennes, américaines, japonaises et russes, du patchwork statistique des organismes internationaux, du travail de bénédictin accompli par des spécialistes comme le professeur Joseph Chung aux Etats-Unis ou Alain Brillouet en France, des témoignages rapportés par les réfugiés nord-coréens. A ce prix, peut-être, vous accéderez à une véritable connaissance des réalités économiques nord-coréennes.

L'ambition du présent article est loin d'être aussi vaste. Basé sur les sources bibliographiques et statistiques ouvertes ¹, son propos est d'évaluer succinctement l'économie nord-coréenne dans la perspective de sa réouverture aux échanges extérieurs, notamment avec l'Ouest. A cette fin, il propose d'examiner successivement :

1) les politiques de développement que la RPDC a suivies depuis la fin de l'occupation par le Japon et qu'elle s'apprête à mettre en œuvre jusqu'au terme des années 1980 ;

2) les aspects du potentiel nord-coréen susceptibles de peser le plus sur les conditions de l'équilibre économique extérieur du pays ;

3) l'évolution récente des échanges, notamment en devises, et les renseignements qu'on peut en tirer.

1. Les matériaux statistiques utilisés n'ont pas été, pour des raisons de place, annexés à la présente étude. Ils sont néanmoins disponibles au CEPII sur simple demande, sous la forme du document de travail 84-11, auprès de Sylvie Hurion.

Politiques de développement

Phase coloniale

Après environ un millénaire de vassalité vis-à-vis de l'Empire chinois, les élites de l'ancien Etat de Ko-ryo se divisaient, au XIX^e siècle, en partisans de l'ouverture aux influences étrangères et tenants de l'identité nationale. La question s'est trouvée réglée de fait lorsque la Corée a dû concéder, de 1876 à 1902, une série de traités de paix et de commerce à pratiquement tous les Etats forts de l'époque ; puis, lorsque le Japon a évincé les principaux autres prétendants au contrôle de la Corée à l'occasion des guerres nippo-chinoise (1894-1895) et nippo-russe (1904-1905).

Après l'annexion en 1910 de la Corée par le Japon, celui-ci a soumis le pays à une exploitation en règle de son agriculture, ainsi qu'à une répression politique et culturelle très brutale. Au début des années 1930, il a également entrepris une mise en valeur rapide des ressources minières, principalement localisées au Nord de la Corée.

La seconde guerre mondiale a accusé le profil « stratégique » de cette première industrialisation, mettant l'accent sur l'extraction du charbon, du fer, du zinc et du plomb, sur l'industrie lourde (métallurgie et carbochimie surtout), la construction de centrales hydro-électriques et l'extension d'un réseau ferroviaire alors sans égal en Asie. Les Japonais n'ont pas pour autant développé sur place les secteurs d'aval de ces bases industrielles. Au moment de leur retraite devant l'Armée Rouge en 1945, et malgré les nombreux sabotages qu'ils ont alors commis, ils ont en somme laissé sur place un potentiel minier et intermédiaire relativement puissant. La partition de fait imposée par Américains et Soviétiques en 1945, contrairement aux accords de Potsdam, a accentué la malformation économique du Nord, en le coupant des richesses agricoles et des industries légères du Sud.

Reconstruction, guerre, reconstruction

La première tâche des autorités du Nord a consisté à faire passer la décolonisation dans les structures économiques du pays. Ce fut l'œuvre d'une série de réformes majeures, adoptées entre mars et août 1946 : réforme agraire (sans collectivisation) le 5 mars, loi sur le travail le 24 juin, loi sur l'égalité des sexes le 30 juillet, enfin nationalisation de l'industrie, des transports, du commerce et des banques le 10 août.

Le travail de reconstruction fut entrepris dans le cadre de deux plans annuels pour 1947 et 1948 et du plan biennal 1949-1950 ; l'ensemble de ces quatre années entre, suivant l'historiographie officielle, dans la « période de construction pacifique ».

Cette œuvre a de nouveau été ruinée lors de la guerre de Corée. Celle-ci aurait coûté au Nord 12 à 15 % de sa population (soit proportionnellement plus que la seconde guerre mondiale à l'URSS) et des pertes matérielles considérables. Il a donc fallu reconstruire encore dans le cadre du plan triennal 1954-1956 (« période de reconstruction d'après-guerre ») et continuer cette tâche de relèvement au début du plan suivant — le plan quinquennal 1956-61, considéré comme achevé en 1960.

La seconde reconstruction a cependant été beaucoup plus profondément marquée par le « modèle soviétique », tant du point de vue des institutions économiques, que du type de développement (la Chine, qui avait également apporté un soutien considérable à la Corée du Nord durant le conflit, n'avait elle-même pas d'autre modèle à l'époque). La collectivisation agraire a été réalisée de 1954 à 1958, en invoquant des raisons « techniques » — emploi d'engrais, de tracteurs, travaux d'irrigation — qui n'ont pu être en fait respectées que plus tard. De même, c'est dans le cadre du plan triennal 1954-1956 que l'économie a véritablement commencé d'être planifiée, au sens soviétique du terme. Les Nord-Coréens ont alors été initiés à la méthode des balances et à la régionalisation du plan national.

Sur le plan industriel, la stratégie adoptée a consisté à développer vers l'aval les bases industrielles préexistantes, notamment au profit des industries mécaniques. Les Soviétiques, qui avaient déjà eu l'occasion de promouvoir ces industries dans les conditions géographiquement proches de l'Extrême-Orient sibérien, ont en somme aidé à prolonger l'œuvre japonaise. Le tableau 1, sur les principales productions industrielles entre 1944 et 1960, illustre ces options, également bien mises en lumière par les données du tableau 2 sur l'évolution de la structure industrielle.

L'ère des plans à long terme

Les vingt années suivantes ne sont surtout connues que par les objectifs, réduits à un nombre restreint de produits, des plans de développement. Le tableau 3 regroupe les informations disponibles sur ces objectifs, ainsi que les quelques indications, toutes d'origine nord-coréenne ou soviétique, sur leur réalisation. De tels plans étaient établis à trop long terme pour pouvoir fixer autre chose que des orientations et leurs échéances n'ont d'ailleurs été respectées que de façon approximative.

Le secret qui s'est abattu sur les statistiques nord-coréennes paraît lié aux difficultés de réalisation du plan, initialement septennal, pour les années 1961-1967. Son principal objectif était de « mettre de la chair sur le squelette » de l'industrie lourde. En fait, il s'agissait de mettre véritablement en œuvre une industrialisation qui s'auto-entretiendrait grâce, principalement, au développement, plus que jamais prioritaire, des constructions mécaniques. Mais le déroulement du plan a été marqué, dès le début, par une réduction brutale des livraisons soviétiques d'équipe-

TABLEAU 1

Principales productions industrielles en 1944 et 1960

	1944	1960
Energie électrique (1 000 000 kw/h)	8 137	9 139
Charbon (1 000 tonnes)	5 740	10 620
Graphite (1 000 tonnes)	24	62
Minerai de fer (1 000 tonnes)	n.d.	3 108
Fonte (1 000 tonnes)	481	853
Ferro-alliages (tonnes)	5 348	16 972
Acier (1 000 tonnes)	147	641
Laminés ferreux (1 000 tonnes)	105	474
Moteurs électriques (unités)	—	40 588
Transformateurs électriques (unités)	—	5 971
Machines-outils (unités)	—	2 904
Tracteurs (unités)	—	3 002
Acide sulfurique (1 000 tonnes)	393	255
Engrais chimiques (1 000 tonnes)	512	561
Soude caustique (1 000 tonnes)	12	25
Ciment (1 000 tonnes)	894	2 285
Verre à vitre (1 000 m ²)	—	5 070
Bois (1 000 m ³)	670	1 321
Papier (1 000 tonnes)	10	47
Textiles (1 000 km)	1	190
Produits de la mer (1 000 tonnes)	362	463
Huile végétale (1 000 tonnes)	5	14
Sauce de soja (1 000 litres)	5	86

Source : données officielles reprises par J. Sang-hoon Chung (p. 86, 87 de son livre cité en bibliographie).

TABLEAU 2

Evolution de la structure sectorielle de la production industrielle

En % du total

	1944	1949	1953	1956	1960
Energie électrique	1,4	1,6	0,6	0,7	0,3
Combustibles	3,8	4,1	0,7	1,8	1,3
Mines	15,7	8,1	9,3	6,1	4,0
Métallurgie	13,3	11,0	1,8	8,6	6,8
Constructions mécaniques et transformation des métaux	1,6	8,1	15,3	17,3	21,3
Chimie	10,1	9,5	3,1	4,7	5,4
Matériaux de construction	2,5	2,5	1,4	4,8	5,9
Bois et produits du bois	20,0	6,4	7,7	6,1	2,9
Textile	6,0	11,4	25,7	18,4	16,8
Alimentaire	7,8	19,4	18,5	13,2	14,4

Source : Noritaka Taka (Tokyo, 1973) cité par Song-Chul Sun, « North Korean Industrial Policy and Trade » in R. Scalapino, Sun-Yop Kim (eds) North Korea Today, Strategic and Domestic Issues, 1983, p. 201.

ments, à mettre en rapport avec le refus nord-coréen de prendre parti dans le contentieux entre l'URSS et la Chine. En outre, peut-être en raison de sa crainte d'une dislocation du camp socialiste, Kim-Il-Sōng a exigé un « développement parallèle » de l'économie et de l'effort de défense, ce qui a sans doute imposé des tensions excessives au secteur des constructions mécaniques. Finalement, les objectifs de ce plan ont été repoussés à 1970 et il est donc devenu décennal *de facto*.

Le plan sexennal suivant (1971-1976) se proposait de « cimenter les fondations matérielles et techniques du socialisme » en mettant davantage l'accent sur des préoccupations technologiques, de qualité des produits et de productivité du travail. Il correspond à l'ouverture de la RPDC aux échanges avec l'Ouest et s'est achevé sur la crise de la dette. De ce fait, il a dû être prolongé d'une année de « réajustement ». Le plan septennal 1978-1984 a pris sa suite. A en croire les estimations fournies le 2 juin 1983 sur les « capacités actuelles » (sans autre précision) de la RPDC par le « Bulletin d'Information Commerciale Etrangère » (*BIKI*) soviétique, ses objectifs seront difficiles à atteindre à l'échéance fixée. Les informations les plus récentes en provenance de Corée du Nord font cependant état de la volonté politique de tenir cette échéance.

TABLEAU 3

Les plans de développement à long terme pour les années 1960, 1970 et 1980

	Objectifs du plan septennal 1961-1967 prolongé jusqu'en 1970	1970	Objectifs du plan sexennal 1971-1976	Résultats au milieu des années 1970	Objectifs du plan septennal 1978-1984	1982 (*)	Objectifs pour la fin des années 1980
Energie électrique (1 000 000 kw/h)	17	16,5	28-30	28 (75)	56-60	33	100
Charbon (1 000 000 tonnes)	25	27,5	50-53	55,0(76)	70-80	52,1	120
Minerai de fer (1 000 000 tonnes)	7,2				16		
Fonte (1 000 000 tonnes)	2,3		3,5-3,8				
Acier (1 000 000 tonnes)	2,3	2,2	3,8-4,0	4 (76)	7,4-8,0	5,3	15
Laminés ferreux (1 000 000 tonnes)	1,7		2,8-3,0				
Métaux non ferreux (1 000 000 tonnes)					1		1,5
Tracteurs (1 000 unités)	17,1	17,1	21,0	21,2 (76)	45,0		
Machines-outils (1 000 unités)	7,5	12,5	27,0	30,0 (76)	50,0	30-40	
Acide sulfurique (1 000 tonnes)	650						
Engrais (1 000 000 tonnes)	1,7	1,5	2,8-3,0	3,0 (76)	5	3-4	7
Soude caustique (1 000 tonnes)	100						
Ciment (1 000 000 tonnes)	4,3	4,0	7,5-8,0	8 (76)	12-13	13,1	20
Verre à vitre (1 000 000 m ³)	10						
Papier (1 000 tonnes)	250						
Textiles (1 000 km)	500	400	500-600	600 (76)	800		1 500
Chaussures (1 000 000 paires)					100		
Produits de la mer (1 000 000 tonnes)	1,2		1,6-1,8		3,5	2	5
Sucre (1 000 tonnes)					300		
Céréales (1 000 000 tonnes)	6,6	5,0	7-7,5	6,5 (77)	10	9,5	15
Viande (1 000 tonnes)			550				

(*) Estimations soviétiques des « capacités actuelles ».

En outre, le 6^e congrès du Parti du Travail Coréen avait adopté, en octobre 1980, un programme à très long terme jusqu'aux « dernières années 1980 », se superposant donc en partie au 2^e plan septennal. Selon les spécialistes soviétiques Glebova et Mikheev, le 6^e congrès devait ainsi à la fois confirmer les objectifs 1984 (le 2^e plan septennal n'ayant originellement pas été approuvé par le parti) et prolonger la tendance. Ils estiment enfin que le dernier et encore nouveau plan établi par le parti en 1983 et jusqu'en 1988 — le « plan de transformation de la nature » évoqué par Kim-Il-Song dès 1976 — aura pour effet « d'apporter des correctifs aux précédents plans de développement de l'économie de la RPDC au cours des années 1980 ». Bien que ses objectifs concernent principalement la création de polders, ce nouveau plan a en effet d'évidentes implications en matière d'énergie, de transports et d'investissements, susceptibles donc de modifier les précédentes options.

Bilan des politiques de développement

Dans l'ensemble, l'option principale de ces vingt dernières années semble avoir consisté à étendre le plus possible l'appareil de production créé vers 1960, en introduisant dans sa structure les ajustements juste nécessaires pour tenir compte de certains progrès techniques et de changements de priorités dans la politique économique générale.

Ce mode de développement extensif a suscité diverses critiques. On peut les classer en quatre catégories, par ordre de pertinence croissante au regard du sujet traité :

a) Les économistes d'inspiration tiers-mondiste ne nient pas l'ampleur des réalisations économiques du Nord, mais lui contestent la qualité de « modèle de développement » à cause du système de valeurs socio-politiques propres à la RPDC : vénération du grand leader, souci de hiérarchisation allant jusqu'à distinguer dans la langue les camarades traités avec respect (*Tongji*) des camarades traités avec familiarité (*Tongmu*), puritanisme des mœurs, militarisation de la société, transformation du pays en « forteresse idéologique », isolement psychologique international.

b) Les analystes américains et sud-coréens veulent surtout démontrer l'infériorité du Nord par rapport au Sud en affirmant que ce dernier a su donner une véritable formation à ses cadres, au lieu de l'endoctrinement pratiqué au Nord ; qu'il s'est largement ouvert aux importations d'équipements occidentaux modernes, alors que le Nord pratiquait une politique d'investissement à la fois massive et inefficace ; qu'il a su s'exposer largement aux bienfaites rigueurs des courants d'échanges internationaux ; qu'enfin, il n'a pas imposé à son économie un fardeau militaire aussi écrasant. Dans un récent écrit, le ministre sud-coréen de l'énergie et des ressources — Sang-Chul Suh — est revenu sur toute cette question en estimant que la stratégie « introvertie » du Nord, pratiquée sur un marché de faible dimension, ne lui laissait aucune chance de réaliser des capacités industrielles correspondant à l'optimum économique et de tirer parti des avantages de la spécialisation.

c) Les experts de l'ONU soulignent pour leur part le besoin de modernisation de l'économie nord-coréenne à tous les niveaux : technologies, planification, gestion, incitation au travail, formation. Ils mettent également l'accent sur certains problèmes structurels, tels que la rareté des matières premières requises par un stade plus avancé d'industrialisation, l'insuffisance des capacités de transport et la permanence du déséquilibre villes-campagnes.

d) Enfin, les observateurs soviétiques confirment dans l'ensemble cette dernière évaluation. Ils y ajoutent cependant une expertise probablement sans égale de l'économie nord-coréenne.

Ils la voient d'abord comme un appareil de production certes diversifié, mais encore dominé par des productions traditionnelles, fortes consommatrices de matières premières et d'énergie ; les industries neuves (électronique, chimie organique) sont à l'état naissant. Le déséquilibre le plus marquant de cet appareil de production leur paraît désormais résider dans la faiblesse relative de la base primaire de l'industrie par rapport à la capacité acquise par les industries de transformation : comme si, en somme, la malformation « coloniale » de l'industrie nord-coréenne avait fini par être sur-correcte².

Autre disproportion — celle privilégiant l'offre de biens de production, de ressort administratif central, au détriment des industries de consommation (locales) et de l'agriculture, en fait non-prioritaire jusqu'aux années 1970. La déconcentration territoriale des capacités de production, pratiquée pour des raisons de sécurité, nuit à une intégration efficace de l'économie. Ce trait est accentué par l'insuffisance des transports, malgré les réels efforts accomplis en ce domaine, comme l'électrification à 87,5 % du réseau ferroviaire.

Les objectifs retenus au 6^e congrès du PTC pour la fin des années 1980 paraissent fort ambitieux aux observateurs soviétiques, notamment à cause :

— du manque global de main-d'œuvre, malgré l'emploi de 90 % de la main-d'œuvre potentielle « c'est-à-dire tous, à l'exception des militaires et des étudiants » ;

— plus particulièrement, du manque de main-d'œuvre qualifiée, bien que la RPDC ait réussi à former 1 million de cadres moyens et supérieurs ;

— du manque d'investissements, à relier à la ponction militaire sur la capacité d'équipement totale.

La planification, enfin, est de type très classique (« détaillée et unifiée »), malgré l'accent récemment porté sur la gestion commerciale des entreprises et sur des éléments de décentralisation (création, en 1981, de comités provinciaux de direction de l'économie). D'inspiration également très « orthodoxe » apparaît le mouvement de transformation des coopératives agricoles en grandes exploitations étatisées.

2. On peut interpréter dans le même sens les déclarations officielles nord-coréennes suivant lesquelles le pays serait auto-suffisant à 98 % pour les productions mécaniques, mais à 75 % seulement pour les matières premières.

Un tour d'horizon plus large encore des opinions exprimées sur la situation actuelle de l'économie nord-coréenne fait finalement ressortir :

- la robustesse de ses principales réalisations, obtenues au terme d'une croissance incontestablement très vigoureuse ;
- l'obtention d'un niveau de vie décent pour la population, incluant l'allongement de l'espérance de vie à 73 ans contre 38 au début des années 1940, ainsi que la propreté du cadre de vie ; cela n'exclut pas des particularités telles que le contraste entre d'une part les conditions spartiates de l'existence individuelle et d'autre part le luxe des équipements collectifs ou l'aisance (discrète dans ses origines comme dans ses manifestations) des dirigeants ;
- enfin et toujours, le besoin d'ouverture et de modernisation.

Aspects particuliers du potentiel économique nord-coréen

Destinés à préciser les indications précédentes, mais surtout à préparer l'analyse des conditions de l'équilibre extérieur, les points traités ci-dessous concernent l'agriculture, la pêche, l'énergie, les mines et les industries mécaniques.

L'agriculture

L'agriculture ne bénéficiait pas, dans la moitié septentrionale de la Corée, de conditions a priori favorables. Le relief, montagneux, le sol boisé, ne laissent qu'une faible étendue de terres cultivables (17 % environ des 121 193 km² de surface totale). En outre, les cultures praticables sont à forte intensité de main-d'œuvre et l'agriculture absorbe d'ailleurs encore 48 % de la population active.

Pour pallier ces handicaps, les autorités nord-coréennes ont beaucoup investi, depuis les années 1970, dans l'intensification des cultures. Pour 1979, la statistique officielle fait état de 7 tracteurs par *chongo* (= 0,99 ha) dans les régions de plaine et 5 dans les régions plus accidentées. L'usage des engrais est de même largement répandu (plus d'une tonne et demie par *chongo* en 1978) et les travaux d'irrigation se sont largement développés. Les rendements officiellement annoncés — 7,2 tonnes/*chongo* pour le riz et 6,3 pour le maïs — paraissent élevés. De même, les croissances des productions agricoles retenues par la FAO sont très satisfaisantes, avec notamment une progression de la récolte de riz de 3,7 millions de tonnes en 1975 à 4,9 millions en 1981. La récolte céréalière totale serait de 9,5 millions de tonnes en 1982³.

3. Les objectifs officiels pour 1984 font également état de 1,5 million de tonnes de fruits et de 800 à 900 000 tonnes de viande de volaille.

Les prix de détail des produits agricoles sont largement subventionnés (62 *jon* à l'achat par kilo de riz et 8 *jon* à la vente), ce qui explique sans doute en partie le maintien d'un système de rationnement. Il est également à noter que les paysans des *kun*, les coopératives nord-coréennes, disposent d'un lopin individuel mais n'ont pas le droit d'en vendre les produits en ville.

Selon la majorité des observateurs, la RPDC a virtuellement atteint l'autosuffisance alimentaire. Les échanges avec l'URSS montrent pour 1982 une importation de blé (53,1 millions de \$) pratiquement équivalente à une exportation correspondante de riz (57,1 millions de \$) ; par contre, le commerce avec l'OCDE s'est trouvé fortement déséquilibré, en 1981, par l'importation de 72,8 millions de dollars de céréales, provenant essentiellement de France. Le maintien de l'équilibre alimentaire ne peut se réaliser sans nouveaux investissements. La population nord-coréenne qui a crû de 2,6 % l'an au cours de la dernière décennie, augmentera probablement encore d'un demi-million d'habitants par an au cours de la présente décennie et pourrait aisément atteindre 24 millions de bouches à nourrir en 1990. Le « plan de transformation de la nature » précédemment évoqué consiste principalement à gagner, d'ici 1988, 3 000 km² de nouvelles terres cultivables par la construction d'un barrage de 8 km sur la rivière Taedong, à Nampo, au sud-ouest de Pyongyang. Cet investissement permettrait une extension de 15 % des terres cultivables. En outre, le même plan prévoit de convertir 2 000 km² supplémentaires de terres existantes à la production céréalière.

La pêche

La mesure de la production nord-coréenne de « produits de la mer » fait partie des nombreux casse-tête statistiques posés par l'évaluation de l'économie de la RPDC. Le résultat officiel de 2 millions de tonnes pour 1982 ne cadre pas tout à fait avec le total d'1,4 million de tonnes retenu par l'ONU pour 1980 (et incluant 70 000 tonnes de poissons d'eau douce). Une indication de source soviétique permettrait d'expliquer cette divergence d'une part, par une sous-estimation de cette dernière production (les Nord-Coréens développant activement l'élevage en bassins de la truite et de la carpe) ; d'autre part, par la comptabilisation dans le total officiel de la récolte d'algues marines (on notera à ce propos que l'objectif officiel de 5 millions de tonnes de « produits de la mer » pour la fin des années 1980 se décompose en 3,5 millions de tonnes de poissons et 1,5 million de « produits aquicoles ») ; enfin, par une forte augmentation des prises en mer — de 330 000 tonnes — au cours du seul hiver 1982. Ce dernier chiffre n'est pas incompatible d'ailleurs avec la progression des prises retenue par l'ONU pour la décennie 1970.

L'importance de cette question tient à la place croissante prise par les produits de la mer dans les exportations coréennes en devises : 26 millions de dollars par an en 1980 et 1981 en direction de l'OCDE, 36 millions à destination du seul Japon en 1982. La réalisation de l'objectif de 5 millions de tonnes vers 1990 pourrait représenter pour la RPDC un sérieux atout commercial extérieur.

L'énergie

Les grandes ressources énergétiques de la Corée du Nord sont l'hydro-électricité, avec des réserves de 10 millions de kw et surtout le charbon. Ses réserves atteignent au minimum 8 milliards de tonnes, dont 2/3 d'antracite localisé principalement dans le bassin de Puyengnam (province du Sud-Pyonggang) sur la côte ouest et 1/3 de lignite, surtout dans le Nord-Hamgyong sur la côte est.

Les prospections de pétrole et de gaz naturel, plusieurs fois renouvelées, n'ont pas donné de résultats. La consommation d'énergie reposerait ainsi pour 77 % sur le charbon, 18 % sur l'hydro-électricité et 5 % sur le pétrole importé. L'autosuffisance énergétique ne se situe cependant qu'à 92 %, en raison d'importations complémentaires de houille, de coke, et de différents types de produits pétroliers. Pour ces derniers, la RPDC transforme elle-même une partie du pétrole importé d'URSS (l'équivalent de 140 millions de dollars en 1982) à l'usine chimique Sungni (à Unggi) construite durant le plan sexennal 1971-1976 avec l'aide russe ; et une partie du pétrole importé de Chine à l'usine chimique Ponghwa (à Paengmari) achevée en 1978 avec l'aide chinoise.

La consommation énergétique relativement très forte de la RPDC (au moins 2 700 kg d'équivalent-charbon par habitant, soit plus du double du niveau sud-coréen) s'explique en partie par la structure industrielle du pays et une utilisation encore peu efficiente des ressources. L'emploi de technologies plus économes devrait permettre d'améliorer un bilan énergétique qui reste au demeurant assez satisfaisant⁴.

Les mines

La Corée du Nord présente d'excellentes conditions géologiques pour la production du minerai de fer (mine de magnétite de Musan), de plomb et de zinc (combinat minier de Komdok). On trouve également du cuivre, de l'or et de l'argent. Les productions de cobalt, de chrome, de molybdène, de tungstène, de manganèse et de nickel sont de moindre importance. La RPDC est partiellement ou totalement dépendante de l'extérieur pour l'aluminium et l'étain. En ce qui concerne les minerais non-métalliques, elle dispose notamment de réserves d'importance mondiale en magnésite (mine de Yongyang), de graphite, ainsi que des matières premières nécessaires à la production de ciment et d'engrais.

Des indications très détaillées sur le secteur minier sont rassemblées par Edmond Chin pour le Bureau des Mines américain et ont été publiées dans le *Mineral Yearbook* (vol. III. *Area Reports International*) dans les éditions pour 1980 et 1981 (édition du centenaire).

4. Il est à noter cependant que la contribution de l'hydroélectricité à ce bilan le rend dépendant des périodes de sécheresse, remarque valant également pour un autre secteur où les équilibres sont encore fragiles — l'agriculture.

Quelques-unes seulement de ces indications, et ne portant que sur les minerais les plus importants, ont été rassemblées dans le tableau 4. Les exportations de zinc, de plomb et, dans une certaine mesure, d'argent, représentent une variable décisive dans l'équilibre extérieur en devises de la Corée du Nord ; cela explique l'accent mis sur l'augmentation de leur production dans les plans à long terme. La production d'or, dont on pense qu'elle a pu atteindre 31 tonnes vers 1939, ne semble plus suffisante pour jouer un rôle autre que d'appoint dans l'équilibre de la balance des paiements (autour de 30 millions de dollars par an).

Les constructions mécaniques

La doctrine économique officielle accorde une énorme importance à cette industrie en la désignant comme « épine dorsale de l'industrie lourde, elle-même pilier de l'indépendance économique nationale ».

En vertu de la stratégie de développement précédemment évoquée, la RPDC a réussi à faire en sorte que les industries mécaniques représentent, en 1977, 33,7 % du total des productions industrielles, contre 5,1 % en 1946.

Le *BIKI* soviétique, qui rapporte cette information également donnée par les sources nord-coréennes, souligne de même la capacité nord-coréenne de produire des machines-outils, des presses, des camions, des bulldozers, des générateurs, des transformateurs, des compresseurs et des navires, remarquables par leurs tonnages et leurs capacités. Pourtant, il attire aussi l'attention sur les caractéristiques technologiquement peu évoluées de ces équipements, problème auquel a d'ailleurs été consacré le *plenium* d'août 1982 du Parti du Travail Coréen. Il ne suffira donc pas, comme se le promettent les Nord-Coréens, de produire 5 millions de tonnes de produits mécaniques en 1984.

C'est effectivement l'un des principaux paradoxes des industries mécaniques nord-coréennes que de pouvoir à la fois justifier l'autosuffisance à 98 % en machines proclamée par les autorités, mais d'être aussi, du fait d'insuffisances qualitatives, à l'origine d'importations d'équipements grevant lourdement l'équilibre extérieur. La plupart des atouts à l'exportation de l'économie nord-coréenne, notamment miniers, ne semblent pas pouvoir être pleinement mis en valeur sans injections complémentaires d'équipements modernes.

Dans quelle mesure l'exportation des produits militaires des industries mécaniques nord-coréennes peut-elle compenser le déficit commercial en équipements civils modernes ? La question reste très controversée. Les experts américains considéraient, fin 1982, que la RPDC avait fourni 40 % des 2 milliards de dollars d'armes acquises par l'Irak pour combattre l'Iran. Mais ils indiquaient aussi qu'une bonne partie de ces armes — les plus évoluées — provenaient d'URSS et de Chine. Il serait donc tout-à-fait hors de proportion d'estimer à 800 millions de dollars les

ventes directes d'armes nord-coréennes à l'Iran ⁵. En outre, la forte baisse des exportations nord-coréennes vers l'Arabie Saoudite enregistrée en 1982 pourrait constituer un passif indirect du bilan de l'opération vers l'Iran.

TABLEAU 4

Informations sur le secteur minier

Minerais	Production 81	Mines principales	Centres métallurgiques principaux	Principaux acheteurs étrangers
Fer (magnétite)	3,2 millions de tonnes de contenu-métal	Musan (ville de Chongjin)	Complexe de Kim Chaek (ville de Chongjin) Complexe de Hwanghae (ville de Songnim)	Indonésie, Japon, Arabie Saoudite, URSS, Grèce, Thaïlande, Hong-Kong
Plomb-zinc	100 000 tonnes de contenu-métal de Pb ; 140 000 tonnes de contenu-métal de Zn	Komdok (Comté de Tanchon, province de Sud-Hamgyong) Sankok (Comté de Kowon, même prov.)	Fonderies de Nampo et de Munpyong	Plomb : Japon, RFA, France. Zinc : Japon, Hong-Kong, France, Yougoslavie
Cuivre	15 000 tonnes de contenu-métal	Huchang (province de Chagang) Kapsan (province de Yanggang) Tanchon (province du Sud Hamgyong)	Fonderie de Haeju Fonderie Mumpyong (ville de Muchon) Fonderie de Tanchon	Japon, Arabie Saoudite
Magnésite	1,9 millions de tonnes	Mine Yongyang (Comté de Tanchon, province du Sud-Hamgyong)	(Traitement) Usine de magnésie de Tanchon Usine de matériaux réfractaires Songjin à Kim Chaek Usine de matériaux réfractaires Kangdok à Chongjin	URSS (env. 500 000 tonnes) Pologne (env. 140 000 tonnes) Japon (env. 110 000 tonnes)

5. Un montant de l'ordre de 60 millions de dollars par an serait plus vraisemblable.

Les problèmes de l'équilibre extérieur

Doctrine, institutions et relations économiques extérieures

La doctrine officielle de la RPDC — le jucheïsme — fournit depuis 1955 leur cadre conceptuel aux échanges économiques extérieurs. Cette doctrine part du constat que l'homme est un être supérieur. De ce fait, il a en lui le *Chajusong*, la maîtrise de son destin, ainsi que la créativité et la conscience. Mais il ne peut réaliser ce potentiel individuellement, et les masses elles-mêmes ne sont pas conscientes de leur capacité créatrice, tant qu'un leader ne le leur révèle pas. L'« idée de *Juche* » consiste en cette révélation. Elle permet aux peuples de réaliser la maîtrise de leur sort dans la révolution, puis dans la résistance à l'impérialisme américain et au « dominationisme » soviétique. Elle s'exprime dans l'originalité idéologique, l'indépendance politique et l'autonomie militaire de l'Etat. L'économie — base matérielle de toute la vie sociale — permet d'atteindre ces buts en étant elle-même un terrain d'expression du *Juche*. Aussi doit-elle fonctionner par le peuple et pour lui, « tenir sur ses propres jambes », tendre à l'autosuffisance par la diversification et l'intégration.

Instrument de libération vis-à-vis des contraintes naturelles et de la domination étrangère, l'indépendance économique ne doit cependant pas être confondue avec l'autarcie. « Construire une économie nationale qui puisse compter sur elle-même, lit-on dans les œuvres de Kim-Il-Sōng, ne signifie pas construire une économie dans l'isolement ». En bref, les échanges extérieurs doivent être subordonnés au développement intérieur et non l'inverse. Il reste évidemment que cette conception n'accorde pas aux échanges extérieurs un rôle très dynamique. Les importations reflètent les priorités de la politique industrielle ; les exportations sont là pour les équilibrer passivement.

La RPDC ne s'est dotée qu'assez tardivement d'institutions propres à gérer ses échanges extérieurs. Jusqu'au 9 octobre 1952, le commerce extérieur a été traité par un département spécialisé du ministère du Commerce. Instauré à cette date, le ministère du Commerce extérieur a été réabsorbé le 11 septembre 1956, pour renaître à nouveau le 29 septembre 1958. Mainténu depuis, il contrôle une cinquantaine de sociétés de commerce extérieur. Existente également un ministère des Affaires économiques extérieures (dont les attributions couvrent l'ouverture de marchés, la coopération scientifique et technique, ainsi que certaines opérations de crédit), et un Comité pour le développement du commerce international, pour les échanges avec les pays ne reconnaissant pas diplomatiquement la RPDC. Une banque du Commerce extérieur a été créée en juin 1959. Tel qu'il est désormais constitué, cet appareil institutionnel représente un dispositif assez classique de monopole des échanges extérieurs, généralement efficace face aux situations de crise.

Le réseau de relations économiques extérieures de la RPDC est très marqué par sa situation politique internationale et, de ce fait, encore peu étoffé.

Le pays n'est membre d'aucune grande organisation économique ou financière à dominante occidentale. Les Etats-Unis ont cessé depuis décembre 1950 toute relation économique avec la Corée du Nord ; elle figure comme un « pays du groupe Z » dans la législation américaine d'embargo, ce qui limite les échanges possibles à des cas exceptionnels.

Membre-observateur auprès du Conseil d'aide économique mutuelle, la RPDC n'a en fait que très peu participé à ses travaux.

Elle a par ailleurs réussi à nouer, surtout après 1972, des relations diplomatiques avec une centaine d'Etats, du Tiers Monde notamment. Elle est active au sein du mouvement des non-alignés et a adhéré, le 17 juillet 1973, à la CNUCED.

En dehors des récentes initiatives diplomatiques prises par la Chine pour aplanir le contentieux avec le Sud et les USA, ce sont les liens renoués avec l'ONU qui semblent pour l'instant constituer la meilleure chance de la RPDC d'étendre utilement ses relations économiques internationales. Le PNUD travaille à un projet de schéma de développement pour le pays, d'un montant de 16,6 millions de dollars, portant sur la modernisation des industries mécaniques, la recherche technologique, les chemins de fer et l'aviation civile.

L'ouverture vers l'Ouest et la « crise de la dette »

La RPDC, qui est restée longtemps repliée sur un système d'échanges bilatéraux avec l'URSS et la Chine, s'est nettement ouverte aux influences économiques occidentales au cours des années 1970.

A titre d'illustration, le ratio Echanges avec le Japon/Echanges avec l'URSS, s'est élevé de 15 % en 1970 à 52 % en 1975 et 66 % en 1980. Le ralentissement de la progression japonaise (occidentale en général) après 1975 s'explique par ce qu'il est convenu d'appeler la « crise de la dette ».

Son déroulement peut être brièvement rappelé de la manière suivante. Les autorités nord-coréennes espéraient réactiver, dans le cadre du plan sexennal 1971-1976, une croissance économique qui s'était heurtée à nombre de difficultés au cours de la décennie précédente. Suivant une attitude qu'on a également observée alors chez de nombreux autres pays communistes, la RPDC a acquis d'importantes quantités d'équipement industriels à l'Ouest. Les importations en devises de la RPDC sont passées de 55 millions de dollars en 1970 à 725 millions en 1974. L'espoir de rembourser les crédits reçus à l'aide d'un surplus ultérieur d'exportations s'est heurté à l'effondrement des prix des matières premières, coïncidant avec la récession économique mondiale. De 1974 à 1975 déjà, le prix du plomb est tombé de 30 %, celui du zinc — d'environ 40 %. Une période de sécheresse entraînant des pénuries alimentaires et énergétiques, de même que l'inexpérience des techniciens nord-coréens face à des technologies importées qui ne leur étaient pas familières, ont créé des difficul-

tés supplémentaires. Certes, la RPDC a par la suite réussi à limiter considérablement son déficit courant en devises en mettant en action les mécanismes habituels du monopole du commerce extérieur : réduction drastique des importations et mobilisation du potentiel d'exportation. Parvenant ainsi à retrouver l'équilibre en 1980, elle n'a pas pu pour autant résorber sa dette.

Selon la *Far Eastern Economic Review* du 26 juin 1981, celle-ci se composerait de la façon suivante :

En millions de dollars

Sociétés japonaises (crédits-export garantis)	356
Consortium de banques françaises, anglaises et allemandes (obligations)	154
Consortium de banques françaises, anglaises et allemandes (crédits-export)	365
Banques suisses (crédits-export)	47
Sociétés suédoises (crédits-export)	115
Sociétés autrichiennes (crédits-export)	89
Société française (crédits-export)	27
Société finlandaise (crédits-export)	27
Autres	184
	<u>1 364</u>

L'évolution récente des échanges commerciaux

Toutes les informations disponibles sur la distribution géographique des échanges commerciaux de la RPDC ont été rassemblées dans le tableau 5. En total cumulé des exportations et des importations, la structure par grandes zones du commerce extérieur nord-coréen s'établit, pour 1982, de la façon suivante :

Pays occidentaux développés	28,3
Pays pétroliers	2,1
Pays en voie de développement	9,6
Chine Populaire	22,2
CAEM	37,8
TOTAL mondial recensé	<u>100,0</u>

TABLEAU 5

Les échanges commerciaux de la RPDC - 1980-1982

(en millions de dollars)

	1980			1981			1982		
	Export	Import	Solde	Export	Import	Solde	Export	Import	Solde
TOTAL mondial recensé	1 639,3	1 712,5	- 73,2	1 100,9	1 438,3	- 337,4	1 306,8	1 477,6	- 170,8
Pays industriels occidentaux	419,2	551,6	- 132,4	189,6	491,5	- 301,9	281,8	504,7	- 222,8
Japon	165,1	414,0	- 248,9	127,0	319,2	- 192,2	137,1	344,5	- 217,5
CEE	212,9	64,2	148,7	59,7	128,6	- 68,9	142,8	113,3	29,5
France	17,4	5,3	12,1	4,6	75,8	- 71,2	2,8	49,0	- 46,2
RFA	172,0	36,6	135,4	50,4	33,0	17,4	137,4	36,8	100,6
Italie	13,7	11,4	2,3	3,0	12,1	- 9,1	1,3	16,4	- 15,1
Suisse	44,8	9,9	34,9	0,3	7,7	- 7,4	-	16,9	-
Pays exportateurs de pétrole	222,8	16,3	206,5	134,1	15,2	118,9	46,8	12,4	34,4
Arabie Saoudite	183,3	0,2	183,1	116,4	0,7	115,7	34,3	0,1	34,2
Irak	3,1	14,6	- 11,5	3,4	14,6	- 11,2	3,3	12,4	- 9,1
Pays en voie de développement	137,0	207,3	- 70,3	115,6	164,8	- 49,2	103,3	162,7	- 59,4
Afrique	2,6	4,8	- 2,2	3,5	5,0	- 1,5	4,3	4,3	-
Asie (hors Chine)	111,0	174,8	- 63,8	93,2	140,8	- 47,6	80,5	138,4	- 57,9
Hong-Kong	26,4	66,9	- 40,5	12,8	49,1	- 36,3	13,4	50,6	- 37,2
Inde	53,4	34,6	18,8	53,4	34,6	18,8	45,4	29,4	16,0
Singapour	8,5	36,8	- 28,3	4,7	39,1	- 34,4	9,5	31,3	- 21,8
Europe méditerranéenne	13,0	8,0	5,0	7,1	0,9	6,2	7,2	4,5	2,7
Yougoslavie	4,7	8,0	- 3,3	6,8	0,6	6,2	6,1	4,5	1,6
Moyen-Orient	8,0	12,1	- 4,1	9,5	18,1	- 8,6	7,6	15,4	- 7,8
Amérique latine	2,4	7,6	- 5,2	2,3	-	2,3	3,7	0,1	3,6
République populaire de Chine	303,3	374,2	- 70,9	232,1	300,6	- 68,5	320,9	297,0	23,9
URSS	437,7	443,4	- 5,7	346,7	386,3	- 39,6	499,2	438,6	60,6
Pays est-européens du CAEM	119,3	119,7	- 0,4	82,8	80,4	2,4	54,8	62,2	- 7,4
Roumanie	32,5	48,8	- 16,3	28,0	15,1	12,9	16,1	12,8	3,3
Tchécoslovaquie	21,0	16,0	5,5	20,0	17,0	3,0	18,0	21,0	- 3,0
Bulgarie	22,0	8,0	14,0	11,0	15,0	- 4,0	-	-	-
Pologne	38,1	42,0	- 4,0	20,0	30,0	- 10,0	17,0	25,0	- 8,0
Hongrie	5,8	4,9	0,9	3,8	3,3	0,5	3,7	3,4	0,3

Sources : FMI, ONU, annuaires nationaux de la Chine et des pays du CAEM.

Ce recensement n'est pas pleinement utilisable aux fins d'analyse, car une part importante des flux non réglables en devises n'est pas connue par produits ; de ce fait, on ne peut parfaitement savoir dans quelle mesure une partie des ressources vendables en devises se trouverait divertie vers les zones de règlement en clearing. Néanmoins, les informations détaillées dont on dispose sur les échanges avec l'URSS (33,7 % du total des échanges, soit près de 50 % du total supposé des échanges en clearing) montrent qu'il y a guère d'interférences entre produits troqués et produits vendus en devises ⁶.

En convenant de considérer comme échanges en devises ceux réalisés avec l'Ouest industrialisé et les pays pétroliers, on observe que leur solde, légèrement positif en 1980, s'est dégradé en 1981 et 1982.

On ne trouve pas dans l'information ouverte d'éléments permettant de supposer que ce déficit commercial a augmenté l'endettement de la RPDC. La seule indication disponible, mais dont la portée est limitée, provient des statistiques trimestrielles de la BRI : selon ces dernières, les créances nettes des banques sur la Corée du Nord ont plutôt diminué de décembre 1980 à décembre 1982, passant de 356 à 199 millions de dollars.

Le rétrécissement du surplus commercial apparent de la RPDC sur les pays pétroliers a pour effet de réduire, statistiquement parlant, le champ de l'analyse des échanges en devises aux pays occidentaux développés : pratiquement, aux pays de l'OCDE. Il est clair que la variation du déficit commercial — creusement en 1981, début de redressement en 1982 — provient non pas du mouvement de l'importation, au contraire stabilisée, mais de fortes fluctuations à l'exportation.

L'examen des statistiques par produits publiées par l'OCDE permet de déceler aisément l'origine de ces fluctuations. Pour le total de l'OCDE, la chute des exportations de 1980 à 1981 (179 millions de dollars environ) s'explique au 6/7^e (151 millions de dollars) par la retombée des exportations de métaux non ferreux et, pour le reste, des engrais et minéraux bruts, du fer et de l'acier. La même observation vaut pour les exportations vers la partie européenne de l'OCDE.

Les statistiques, incluant 1982, pour les principaux partenaires occidentaux de la RPDC — Japon et Allemagne — confirment largement ce diagnostic. Les non-ferreux représentent en moyenne 85 % de toutes les importations ouest-allemandes en provenance de Corée du Nord et la variation de ce poste détermine donc entièrement le solde des échanges entre les deux pays. Le cas du Japon est plus complexe, mais n'infirme pas la règle ; il faut néanmoins rappeler à ce propos l'importance croissante des ventes nord-coréennes de poissons, crustacés et mollusques, largement à l'origine du début de redressement des exportations en 1982.

6. Sur 499 millions de dollars d'exportation vers l'URSS en 1982, on trouve en effet des laminés ferreux pour 114 millions, de la poudre de magnésie pour 100 millions, des serviettes de toilette pour 67 millions, du riz (déjà mentionné) pour 57 millions, des machines pour 36 millions, mais ni métaux non ferreux, ni produits de la mer.

Enseignements pour l'avenir

Ces observations sur l'évolution récente des échanges commerciaux viennent compléter les analyses antérieures de Linda Droker, réalisées sur la période 1974-1980 pour le *Joint Economic Committee* du Congrès des Etats-Unis. Ces dernières ont consisté à comparer, à l'exportation comme à l'importation, la vitesse de chute des principaux flux commerciaux nord-coréens en devises entre 1974 et 1977 à leur vitesse de remontée jusqu'en 1980 pour mettre en évidence les besoins les moins compressibles et les capacités d'exportation les plus dynamiques.

Pour ne conserver que l'essentiel de ces analyses et de leurs prolongements actuels, on consacra quelques commentaires d'une part aux besoins en équipements, d'autre part au problème des non-ferreux.

Les renseignements obtenus par Alain Brillouet sur la structure sur longue période des exportations et importations nord-coréennes (1955-1976) montrent que les machines et matériels de transport constituent régulièrement plus du tiers (42,4 % en 1970) des besoins d'importation nord-coréens.

Le caractère structurel de ce besoin est souligné par les observateurs les plus divers de l'économie nord-coréenne :

— Depuis qu'ils apportent leur concours technique à la RPDC, les Soviétiques estiment avoir contribué à la création de 61 projets, dont 34 entreprises industrielles ; ces réalisations auraient fourni, en 1982, 63 % de l'énergie électrique, 50 % des produits pétroliers, 42 % du minerai de fer, 38 % des laminés ferreux, 33 % de l'acier, 20 % des tissus, 14 % des engrais chimiques et 11 % de la fonte produits en Corée du Nord.

— L'ouverture vers l'Ouest des années 1970 aurait, pour sa part, permis de réaliser 40 projets représentant notamment un accroissement de capacités de production de 2 millions de kilowatts d'énergie électrique, 6,5 millions de tonnes de charbon, 3 millions de tonnes de ciment et 1 million de tonnes d'aciers laminés.

— Au moment de la publication des 10 grands objectifs pour la fin des années 1980, les spécialistes sud-coréens de la RPDC ont estimé que leur réalisation requerrait un investissement de 24 milliards de dollars dont 10,5 seulement pourraient provenir de sources locales : soit un besoin de financement de 13-14 milliards de dollars à trouver pour l'essentiel auprès des partenaires occidentaux de la RPDC, jugés seuls capables techniquement de remplir ces tâches.

Même si ces évaluations sont outrées — volontairement d'ailleurs — il n'en reste pas moins que la RPDC continuera d'avoir besoin d'équipements importés et des demi-produits généralement requis par le fonctionnement de ces équipements ⁷. Et

7. Il en va de même de nombreux produits chimiques, pour lesquels le dénuement nord-coréen en hydrocarbures a exclu l'application de la stratégie « juchéiste » de substitution d'importation.

cela d'autant plus, que ces biens sont requis non seulement par la croissance et la modernisation intérieures, mais aussi par l'accroissement de la capacité d'exportation.

A ce dernier niveau, le problème le plus important est naturellement celui des prix internationaux. Ce sont eux en effet, et non les quantités offertes, qui ont déterminé les oscillations de tout l'équilibre commercial extérieur. A la fois pour justifier cette assertion et pour aider à la prévision, on a rassemblé sur un montage graphique les résultats des études qui viennent d'être réalisées sur cette question par la Banque mondiale (graphique 1). Les pronostics qu'elles proposent, notamment pour le cuivre et le zinc, et dans une moindre mesure pour le plomb, sont plutôt encourageants. S'agissant de l'argent, on sait que la tendance du marché est nettement favorable depuis le second semestre 1982. A plus long terme cependant, l'étude qui vient d'être réalisée par la firme londonienne Handy et Harman conclut surtout au caractère « imprévisible » du comportement de l'argent-métal.

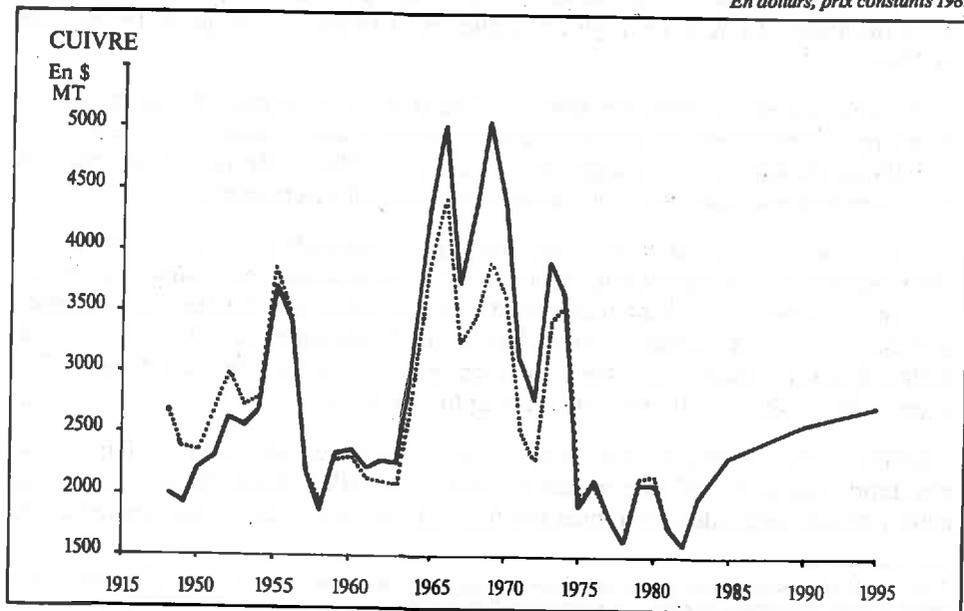
L'idée, régulièrement évoquée depuis plusieurs années, d'associer en *joint-ventures* les industries minières nord-coréennes et les fournisseurs occidentaux d'équipements destinés à moderniser ces industries peut sembler particulièrement pertinente et actuellement opportune.

GRAPHIQUE 1

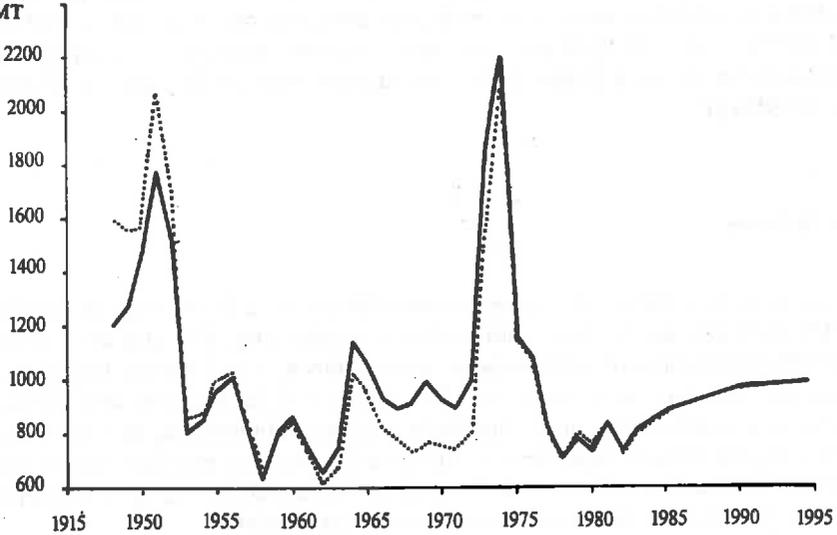
Evolution des prix mondiaux du cuivre, du zinc et du plomb, de 1945 à 1995

1982-95 : projections

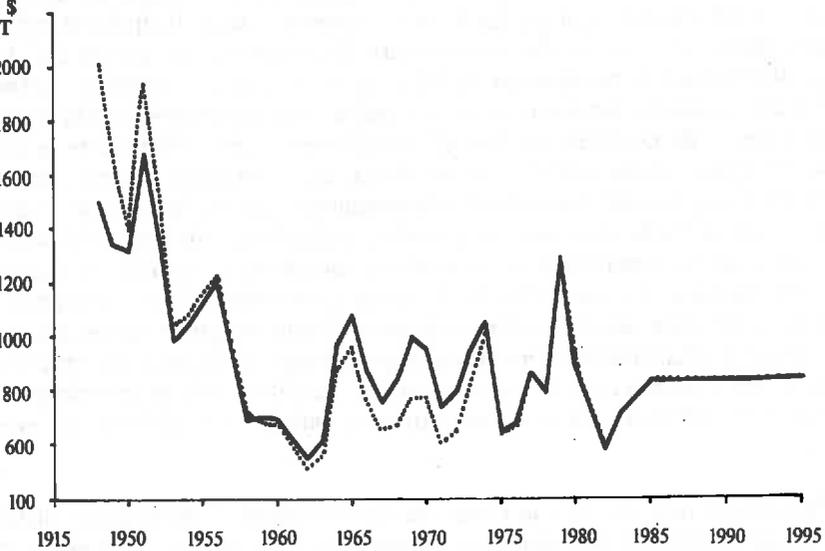
En dollars, prix constants 1981



ZINC

En \$
MT

PLOMB

En \$
MT

— Déflaté par l'indice des prix des produits manufacturés
 Déflaté par le déflateur du PNB de l'OCDE
 1982-1995. Projections

Source : Price prospects for major primary commodities, vol. IV : metals and minerals, Banque mondiale, juillet 1982.

Plus généralement, l'hypothèse, formulée par Linda Droker, d'un quasi-équilibre du commerce nord-coréen en devises pour 1985 demeure valable comme branche basse de la « fourchette » des prévisions possibles. Pour peu que les cours des métaux non-ferreux suivent les tendances projetées par la Banque mondiale, et que la RPDC sache pratiquer une politique sélective d'importation d'équipements, tournée vers ses atouts à l'exportation, elle devrait pouvoir dégager un solde commercial créditeur.

Conclusions

Au cours de la trentaine d'années qui nous sépare de la fin de la guerre de Corée, la RPDC a obtenu des résultats économiques appréciables. Elle dispose d'un appareil de production encore rudimentaire, mais robuste. Son PNB est très difficile à évaluer, mais ne saurait en aucun cas être inférieur à 20 milliards de dollars. Ces résultats sont évidemment moins brillants que ceux obtenus par la Corée du Sud mais incomparablement supérieurs à ceux de la Chine ; tout en faisant peser sur son pays « une solidarité d'acier sous le Grand Leader, le Parti et l'Etat », Kim-Il-Sŏng a en outre su ne pas imiter les persécutions sanglantes de Mao.

Même si l'on s'en tient à l'appareil statistique exécrationnel fourni par les sources officielles nord-coréennes, il est facile de constater que les principales productions du pays obéissent à la loi des rendements décroissants. Le professeur Joseph Chung, de l'Institut de technologie de l'Illinois, — sans doute le meilleur spécialiste mondial de l'économie nord-coréenne — attribue cette décélération de la croissance au resserrement de multiples goulots d'étranglement : l'insuffisance de la population active (phénomène plutôt rare en Asie), des transports, la consommation excessive d'énergie, l'obsolescence des équipements miniers, le manque de devises, la diminution de l'aide soviétique et chinoise, un fardeau militaire variable suivant l'interprétation nord-coréenne de la situation mondiale mais toujours excessif, la baisse tendancielle des ressources budgétaires affectables à l'investissement et la hausse du coefficient de capital. Le professeur Chung incrimine également la désadaptation de la planification coréenne aux problèmes qu'elle doit désormais résoudre, avec son penchant pour la sous-estimation des difficultés, la surestimation des résultats et les méthodes mieux faites pour créer certains déséquilibres que pour les maîtriser.

Le fait est, en tout cas, que la Corée du Nord se heurte à de sérieuses difficultés économiques concrètes. On retiendra notamment l'obsolescence des équipements du secteur minier, autrefois excédentaire, mais qui semble aujourd'hui avoir été trop sollicité par des industries d'aval aux normes de consommation excessives et qui est insuffisamment armé, donc, pour jouer le rôle crucial qui lui revient dans

l'équilibre commercial extérieur de la RPDC⁸. Bien que particulière, cette question minière est exemplaire ; en effet, elle donne un contenu réaliste à l'affirmation générale suivant laquelle la Corée du Nord manque de technologies évoluées ; de plus, elle illustre à la fois et le besoin de la RPDC en achats à l'Ouest et la difficulté de les financer.

Le diagnostic qu'on peut être amené à porter sur les perspectives d'avenir de l'économie nord-coréenne suggère la nécessité d'un réajustement en profondeur. Une ouverture extérieure qui ne serait pas accompagnée d'une adaptation intérieure ne mènerait pas loin. L'ancien premier ministre nord-coréen Yi Chong-Ok l'avait sans doute compris, qui dénonçait les « vieilles idéologies — la passivité, le conservatisme et le mysticisme technologique ». En outre, le changement requis dans le sens de la modernisation devrait être caractérisé par beaucoup de rigueur et de permanence dans l'effort. La mentalité de « lutte-éclair » contre les difficultés de l'industrialisation primitive, si caractéristique des cadres nord-coréens jusqu'ici, ne saurait être conservée. Bien qu'il convienne aussi bien à la quasi-totalité des nations communistes et sans doute à bien d'autres pays de par le monde encore, ce diagnostic prend un relief particulier dans le cas d'espèce, en raison de ses connotations politiques.

Du point de vue politique intérieur, Kim-Il-Sŏng a peut-être songé qu'en instituant une dynastie communiste au profit de son fils Kim Chong-il, il assurerait à son pays à la fois le renouvellement d'inspiration et la stabilité dont il aura besoin. Or l'une comme l'autre de ces espérances, à supposer qu'elles habitent réellement Kim-Le-Père, sont très discutables. La seule chose qu'on puisse affirmer est qu'un changement au sommet est biologiquement inéluctable ; mais il est impossible de dire dans quel sens il ira et combien il durera.

Du point de vue extérieur, on pourrait commencer par rappeler que la dette nord-coréenne en devises est faible. Les toutes-récentes estimations opérées conjointement par la BRI et l'OCDE la situent même à un niveau nettement inférieur à 1 milliard de dollars (peut-être, il est vrai, en raison de la non prise en compte de certaines créances de banques arabes et extrême-orientales). En outre, la RPDC a entrepris de faire oublier l'attitude cavalière qui lui avait été reprochée, en négociant avec succès, au printemps 1984, le rééchelonnement de sa dette auprès de la quasi-totalité de ses créanciers européens. Mais le problème dont souffre la Corée du Nord est bien davantage celui de son *crédit* international, notion où les questions politiques et économiques se trouvent intimement mêlées. Si, malgré le rééchelonnement, il lui sera difficile d'obtenir des crédits nouveaux, c'est à la fois en raison de son passé historique ancien ou récent, de son hermétisme, de l'attitude négative des Etats-Unis à son égard et, corollairement, des préjugés nettement plus favorables dont bénéficie sa rivale du Sud. Celle-ci a beau jeu de décourager les candidats

8. A ce propos, le JETRO japonais a fait récemment état de mauvais résultats à l'exportation pour 1983, année où les prix étaient pourtant bons. Cette information reste cependant à confirmer lorsqu'il sera possible de dresser un bilan complet du commerce extérieur de la RPDC pour 1983.

éventuels à l'octroi de nouveaux financements au Nord en leur rappelant qu'elle représente un marché autrement prometteur, et qu'ils risqueraient de perdre en s'aventurant au-delà du 38^e parallèle.

Tout cela souligne à quel point la transition de la RPDC vers un stade supérieur de son évolution est au moins aussi difficile que nécessaire. Mais est-il à la fois juste et judicieux de lui laisser entièrement la charge de sa réhabilitation ? Les signaux plus ou moins encourageants qu'elle va recevoir de l'Ouest ne détermineront-ils pas, aussi, son destin ? Plutôt que de repousser la RPDC vers le COMECON (un risque que la récente visite de Kim-Il-Song en URSS et en Europe de l'Est rend crédible) ou de la boucler dans ses frontières comme un Etat paranoïaque à tendances terroristes ne vaudrait-il pas mieux favoriser, avec toute la prudence nécessaire, sa décompression intérieure et sa réacclimatation au monde moderne ?

Bibliographie

I - OUVRAGES

- Ellen Brun, Jacques Hersh, *Socialist Korea, A case Study in the Strategy of Economic Development*. Monthly Review Press, New York and London, 1976, 422 p.
- Joséph Sang-Hoon Chung, *The North-Korean Economy, Structure and Development*, Hoover Institution Publications, Stanford, California, 1974, 212 p.
- Panorama de la Corée*, Editions en Langues Etrangères, Pyongyang, 1982.
- Robert Scalapino, Jung-Yop Kim (eds), *North Korea Today : Strategic and Domestic Issues*, University of California Press, Los Angeles, 1983.
- Tai Sung An, *North Korea in Transition, from dictatorship to Dynasty*, Greenwood Press, 1983.

II - ARTICLES ET DOCUMENTS

- I. Bogdan, « Ekonomičeskoe položenie KNDR na sovremennom etape » (La situation économique de la RPDC à l'étape actuelle) *BIKI* 2. VI. 1983.
- Alain Brillouet, « Le commerce extérieur comme illustration de l'insertion de la république populaire démocratique de Corée dans le concert mondial » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, CNRS, vol. 14, 1983, n° 2.
- Edmond Chin, « The Mineral Industry of North Korea » *Mineral Yearbook 1980, Area Reports International*, US Department of Interior, Bureau of Mines, Washington 1982 ; mise à jour dans Centennial Edition 1981. Washington 1983.
- Linda Broker, « North Korea : Performance and Prospects in Trade with the United States and the West » : in *East-West Trade : the Prospects to 1985*, Joint Economic Committee, 18.VIII.1982.
- « Economic Development in the Republic of Korea in Comparison with North Korea » Naewoe Press, Seoul, avril 1977.
- Encyclopaedia Universalis « Corée », vol. 4.
- Far Eastern Economic Review*, North Korea, 2/2/1984 (cover story).
- Hiroko Kawai, « Trade of the Democratic People's Republic of Korea in 1983 ». JETRO, *China Newsletter* n° 50, may-june 1984.
- M.E. Glebova, V.V. Mikheev, « Nekotorye aspekty razvitija ekonomiki KNDR » (Quelques aspects du développement de l'économie de la RPDC) *Problemy Dal'nego Vostoka*, 1982, 4, p. 96-105.
- Jon Halliday, « The North Korean Model : Gaps and Questions » *World Development*, vol. 9, n° 9/10, 1981, p. 889-905.
- Kyong-Mann Jeon, « Differences in Estimates of North Korea's GNP » *The Rand Papers Series*, march 1982.
- Norman Levin, « Management and Decisionmaking in the North Korean Economy » A. Rand Note prepared for the Director of Net Assessment, Office of the Secretary of Defense, february 1982.

-
- Mineral Facts and Problems*, 1980 Edition, Bureau of Mines, Washington : *Lead* (J.A. Rathjen), *Silver* (H.J. Drake), *Zinc* (V.A. Cammarota Jr.).
- V. Moiseev, « Vzaïmovygodnoe sotrudničestvo (Une coopération mutuellement avantageuse) *Ekonomičeskaja Gazeta* n° 33, 1983.
- Ted Morello, « Pyongyang's little lift » *Far Eastern Economic Review*, 3.II.1983.
- National Foreign Assessment Center (CIA), « Korea : The Economic Race Between the North and the South », janvier 1978.
- Philippe Pons, « La Corée du Nord au-delà du décor » *Le Monde* des 17, 18 et 19 février 1981.
- Quarterly Economic Review of China, North Korea *The Economist Intelligence Unit*, 1983, n° 1, 2, 3, 4 ; Annual Supplement 1983.
- V. Razuvaev, « Živaja raduga » (Un arc-en-ciel vivant) *Pravda* du 26/10/1983.
- Ron Richardson, « Abandon Kim-ism and borrow — or get no credit » *Far Eastern Economic Review*, 15/5/1981.
- Rond Richardson, « Breaking the Shell » *Far Eastern Economic Review*, 26/6/1981.
- UNIDO, « Country industrial development brief : Democratic People's Republic of Korea » 26/2/1982.